

National 3	Histoire 11	Féminisme 14	International 15
Le 2 ^e pilier renforce les inégalités	Grèce 2015: chronique d'une défaite évitable	Pour une approche holistique de la GPA	La science au risque du profit



Édito

Contre l'austérité et pour le service public

La crise économique s'approfondit. Selon les derniers chiffres du Secrétariat d'État à l'économie (SECO), le taux de chômage se situait à 3,2% en juin 2020, soit 53 067 chômeurs-euses de plus qu'un an auparavant. Or, le chômage est provisoirement contenu grâce aux mesures exceptionnelles de dédommagement

des réductions de l'horaire de travail (RHT). En avril 2020, celles-ci ont touché 1 077 041 personnes! Dix fois plus que lors de la crise économique de 2008-2009.

Les prévisions du SECO tablent pour 2020 sur un recul du PIB de 6,2% et sur un taux de chômage de 3,8%, ce qui représenterait selon leurs expert-e-s la plus forte baisse de l'activité

économique depuis 1975. Pourtant, durant les premières semaines du semi-confinement en Suisse, de nombreux-euses expert-e-s, journalistes, et économistes indiquaient que la période de récession serait de courte durée et la reprise rapide dès la fin des mesures de confinement. Cette idée repose sur le postulat que l'appareil productif (les machines, les usines et les lieux de travail), contrairement à une situation d'après-guerre ou de catastrophe naturelle, est intact. Ainsi la reprise ne nécessiterait pas un effort de reconstruction retardant la relance de l'économie, il suffirait de « redémarrer la machine ». ➔

À lire

cahier émancipations

LIVRES EN LUTTE POUR L'ÉTÉ

Mais l'économie mondialisée est de plus en plus dépendante des chaînes de valeur globales, sur le modèle du zéro stock. Ces principes nécessitent une coordination intense, assurant une disponibilité rapide des différents composants nécessaires à la production d'une marchandise. Or, les mesures de confinement ne sont pas toutes les mêmes à l'échelle du globe et sont asynchrones. L'économie mondiale est désaccorder. En outre, nous ne sommes pas à l'abri d'une deuxième vague et de nouvelles mesures de confinement. La récession sera très certainement plus longue que ce que nous prédisaient et prédisent encore les économistes.

Face à celle-ci, le patronat, les actionnaires et leurs relais politiques veulent faire payer les travailleurs-euses. Les entreprises licencient massivement à l'image de l'hôtel Richemond et d'XPO Logistics à Genève (voir page 7). Des pressions de plus en plus fortes se font sentir contre le maigre droit du travail.

Le programme de la droite est clair: baisse des salaires et augmentation du temps de travail. De plus, elle est à l'offensive pour la mise en place de mesures d'austérité. La santé et les droits sociaux coûtent trop cher, nous dit-on. Cependant, lorsqu'il s'agit de socialiser les pertes et de privatiser les bénéfices, les mêmes acceptent l'engagement de sommes considérables de la part de la Confédération.

Contre les licenciements et les mesures d'austérité, une première riposte consiste à soutenir les soignant-e-s en lutte. Face aux refus et aux silences coupables de nos autorités en réponse aux demandes d'une prime coronavirus pour les soignant-e-s, dont les droits ont été suspendus durant la vague du Covid-19, un appui fort aux travailleurs-euses de la santé en lutte sera nécessaire. Afin de transformer nos applaudissements en solidarité concrète, mobilisons-nous pour une revalorisation réelle du secteur public.

Cette mobilisation peut être le point de départ d'une bataille plus large pour la sauvegarde des emplois dans les entreprises, pour de bonnes conditions de travail et les droits de tou-te-s les travailleurs-euses.

Julien Nagel

AGENDA

Berne

4 JUILLET → 6 SEPTEMBRE
NARRATIVES FROM ALGERIA
 Aperçu de la photographie contemporaine algérienne dans sa pluralité, avec les travaux de 30 photographes internationaux aux liens étroits avec l'Algérie. Accompagné d'une section historique.

Photophorum Pasquart, 71 faubourg du Lac, Bienne

Fribourg

VE 31 JUILLET 18 H
CRITICAL MASS
 La place du vélo dans la circulation
Place Python, Fribourg

ME 26 AOÛT 19 H
COMITÉ CITOYEN POUR LE MAINTIEN DE L'HÔPITAL DE RIAZ
Hôtel-de-Ville, Bulle

Genève

SA 18 JUILLET 14 H
CONTRE L'IMPÉRIALISME ET LE FASCISME: SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE KURDE
 Rassemblement
Place de la navigation, Genève

VE 24 JUILLET 21 H
POLICIERS VAUDOIS, UNE VIOLENTE SÉRIE NOIRE
 Projection du documentaire de Shyaka Kagame et Gabriel Tejedor (CH 2018)
Le Silure, Genève

VE 7 AOÛT 21 H
CONCERNING VIOLENCE
 Projection du documentaire de Göran Olsson (SUE, 2014)
Le Silure, Genève

Vaud

9 JUILLET → 3 SEPTEMBRE
FESTIVAL CINÉMAS D'AFRIQUE
 Édition spéciale itinérante.
Différents lieux dans le canton



Pari gagné pour la deuxième manifestation contre le racisme en moins d'un mois: 3000 personnes! Cette fois-ci, les collectifs organisateurs ont été soutenus par l'ensemble des organisations de gauche et syndicales, ainsi que de nombreuses associations sur des revendications précises pour s'attaquer à la violence des forces de l'ordre envers

les personnes racisé-e-s: établissement d'une attestation à chaque contrôle d'identité, arrêt immédiat de la construction du Centre fédéral du Grand-Saconnex, introduction d'une carte de citoyenneté cantonale indépendante du statut administratif, interdiction du plaquage ventral et des techniques policières dégradantes et potentiellement létales. **TV**

Impressum	Tirage
5000 exemplaires	23 n° par an
Éditeur	Comité éditorial
Journal solidaires	Laura Cazador
Case postale 2089	Merc Leemann
1211 Genève 2	Joseph Daher
T +41 22 740 07 40	Margaux Long
E journal@solidarites.ch	Aude Martenot
W solidarites.ch/journal	
Julien Nagel	
Pierre Roboud	
José Sanchez	
Rélecture	
Gaëlle Kovalliv	
Marc Leemann	
Gabriella Lima	
Pascal Vosticki	
Françoise Wos	
Maquette et mise en page	
Niels Wehrspann	
Converture	
Niels Wehrspann	
Webmaster	
Sébastien L'Haire	

Abonnements	fr.
Annuel	80
Étudiant-e-s, chômeur-s-euses, AVS/A...	40
Soutien	150
3 mois à Tessal	Gratuit
Pour payer:	CCP 17-216950-1
	IBAN CH28 0900 0000 1721 6950 1
Demandes d'abonnement et changements d'adresse:	
	dbos@solidarites.ch

Genève	Fribourg/Fribourg	Neuchâtel	Vaud
25, rue des Gares	Case postale 1464	Case postale 3105	5 place Chauderon
Case postale 2089	1701 Fribourg	2001 Neuchâtel	1003 Lausanne
1211 Genève 2	E fribourg@solidarites.ch	T +41 77 502 79 53	T +41 79 302 38 34
T +41 22 740 07 40	T +41 79 326 31 34	E ne@solidarites.ch	E vaud@solidarites.ch
E info@solidarites.ch	W solidarites.ch/geneve	W solidarites.ch/ne	W solidarites.ch/vaud

Eric Roset



La rente des femmes n'est en moyenne que la moitié de celles des hommes.

Tu soulignes que le système par capitalisation a des effets pervers. Peux-tu nous en dire plus? L'épargne accumulée est colossale. Placer autant d'argent est un défi, avec de gros dommages collatéraux. Cette masse de fonds à placer au titre de la prévoyance professionnelle contribue à l'augmentation du prix de l'immobilier et des loyers en Suisse. Cette augmentation grève directement le budget des ménages – et celui de nombreuses personnes affiliées.

Les institutions de prévoyance, en tant qu'actionnaires, participent au système qui veut que des mesures de licenciement fassent grimper le cours des actions. Au détriment des personnes licenciées, qui sont aussi autant de personnes affiliées. Tel est le mécanisme qui biaise la situation sur l'ensemble du marché du travail.

Du fait de la surabondance de fonds, une part non négligeable de l'épargne du 2^e pilier ne sert pas l'économie réelle, mais vient alimenter la financiarisation (placements alternatifs, liquidités, placements à court terme, etc.; voir la *Statistique des caisses de pension 2018*, OFS, p. 15). Certains analystes (par exemple Simon Schmid, «*Warum es negative Zinsen gibt*», republik.ch) attribuent même une partie de la responsabilité des taux négatifs à l'épargne massive des baby-boomers – les capitaux de la prévoyance professionnelle, épargne obligatoire, en font partie.

Quelle solution peut-on avancer pour des rentes dignes et égalitaires? Je n'ai pas de solution toute faite. Du point de vue économique, la continuation du système par capitalisation est un non-sens, parce qu'on ne sait plus où placer l'argent et parce que les rendements sont en baisse constante. Il faudrait renforcer l'AVS, qui permet à l'argent de circuler au lieu d'être thésaurisé. L'AVS prend en compte le travail non rémunéré, ce qui la rend plus égalitaire pour ceux et celles qui s'adonnent au travail de *care*. Le montant des rentes devrait être augmenté, de manière à assurer un minimum vital sans avoir besoin de recourir aux prestations complémentaires. C'est une vraie assurance sociale.

Propos recueillis par Margaux Lang ■

Voir: Danielle Axelroud, «*Retraites: autel de la monnaie*» et «*Retraite: la fable des trois piliers*» sur domainepublic.ch

National

LE 2^e PILIER RENFORCE LES INÉGALITÉS

Basé sur la capitalisation individuelle, le deuxième pilier (LPP) est des plus problématiques, mais n'est pourtant pas remis en question. Entretien avec Danielle Axelroud, experte fiscale retraitée et membre du collectif de femmes économistes et juristes #65NoPeanuts.

Dans un article que tu as écrit pour *Domaine Public*, tu parles du système des trois piliers comme d'une «*fable*». Pourquoi? On lit souvent que notre système des trois piliers a fait ses preuves. C'est une phrase bateau qui n'est étayée par aucun argument sérieux. Il est vrai qu'au départ, l'idée d'une prévoyance vieillesse reposant d'une part sur l'AVS (système par répartition), d'autre part sur la LPP (système par capitalisation) et finalement par l'épargne individuelle donnait l'impression d'équilibre. Les défauts d'un système seraient compensés par les avantages de l'autre.

Mais la réalité est autre, et surtout l'équilibre imaginé ne fonctionnerait que dans un monde immobile. Or, depuis les années 60, où ce modèle a été pensé, le monde a changé. Seule l'AVS a su s'adapter à l'évolution sociétale, avec l'introduction du *splitting* (partage des revenus, ndlr), des bonifications pour tâches éduca-

tives et d'assistance. Le 2^e pilier renforce les inégalités. Pour une assurance qui se dit sociale, c'est problématique.

En quoi le 2^e pilier est-il inégalitaire? Fondé sur le modèle dépassé d'une carrière ininterrompue de 40 ans à temps plein, le 2^e pilier n'est pas adapté aux parcours non linéaires qui sont actuellement encore majoritairement ceux des femmes. Au résultat, il pénalise gravement ces personnes, en majorité des femmes, dont les rentes, en moyenne, ne représentent que la moitié de celles des hommes – pour autant qu'elles en reçoivent une (ce qui n'est pas le cas pour 30% des femmes).

C'est parce que ce modèle repose exclusivement sur le travail rémunéré. Le travail non rémunéré est ignoré. Or, celui-ci représente pour les femmes plus de la moitié du temps travaillé, avec des périodes ou des situations où ce rapport augmente jusqu'à ¾ du temps total tra-

vailé, selon les chiffres de l'Office fédéral de la statistique (OFS) sur le travail non rémunéré.

En outre, les employeurs-euses peuvent mettre en place plusieurs plans de prévoyance: un plan de base pour le tout-venant, un meilleur plan pour les cadres moyens et un superplan pour les dirigeant-e-s – ou même davantage. Selon les chiffres de l'OFS, les employés (hommes) les mieux payés sont favorisés: les rentes les plus élevées (4800 francs en moyenne) sont versées aux hommes prenant leur retraite entre 58 et 61 ans (rentes moyennes versées aux hommes: 2750 francs).

Finalement, les grandes et très grandes entreprises peuvent fonder une institution de prévoyance autonome ou semi-autonome, à qui elles peuvent demander des prêts pour financer leur activité – une option inexistante pour les petites et très petites entreprises, obligées de s'affilier auprès d'une société d'assurance.

LA JUSTICE BOURGEOISE CRIMINALISE TOUJOURS L'ANTIFASCISME

En 2018, le PNOS (parti des Suisses nationalistes) souhaitait battre le pavé à Bâle. La réponse fut claire et massive: 2000 personnes se sont réunies pour contrer la peste brune sous le slogan «*Basel Nazi-Frei*». S'en sont suivis des jets de projectiles et l'intervention de la police (toujours du «bon» côté – celui des fachos). Qui dit police, dit justice. En effet, durant les mois suivants, la justice bâloise a ouvert 60 procédures, mené 20 perquisitions et affiché sur internet les photos des participant-e-s à la manif. Ces enquêtes minutieuses, combinant appel à la délation digne des meilleurs westerns et un zèle typiquement suisse, ont permis l'inculpation d'une personne.

Le jugement est tombé mardi 7 juillet: 8 mois de prison avec sursis pour «participation passive» à des violences contre des fonctionnaires de police. Après le Western, le procureur donne visiblement dans la science-fiction en se croyant dans *Minority Report*. Désormais on ne juge plus des actes mais des intentions. Une porte s'ouvre sur l'arbitraire.

Cette répression s'inscrit dans un contexte global de montée en puissance de l'extrême droite et de criminalisation des mouvements antifascistes. Rappelons que Donald Trump a récemment indiqué vouloir inscrire les «antifas» sur la liste des organisations terroristes.

Pour conclure, réitérons l'appel fait par les Bérurier Noir: «*Alors à toutes les manifestations nazies, soyez là, soyez présents et empêchez-les, car nous sommes noirs, nous sommes blancs... et ensemble nous sommes de la dynamite!*»

Siamo tutti antifascisti!

Jérémie Wuillemin



Le F-35 étasunien est le favori du gouvernement.

US Air Force/Joseph Swafford

National Avions de combat

24 MILLIARDS POUR ÉVENTRER LA LUTTE SOCIALE ET CLIMATIQUE

Le 27 septembre et après le Gripen, le Conseil fédéral tente de faire passer en force un programme d'achat d'avions de combat désastreux. Grâce au référendum du GSsA soutenu par solidarités, un vote aura lieu.

L'arithmétique donne le vertige. Le Conseil fédéral cherche à obtenir un crédit de 6 milliards de francs pour l'achat de nouveaux avions de combat. Avec les coûts totaux liés à l'entretien, au carburant et aux développements complémentaires, on atteint la somme de 24 milliards de francs. Un seul de ces avions vaut autant qu'une année de congé paternité de deux semaines, ironiquement voté en même temps.

C'est une dépense somptuaire après des années d'austérité. Dans ses prévisions de dépenses pour ces prochaines années, le Conseil fédéral prévoit d'ailleurs

de baisser les budgets de tous les départements, à l'exception de celui de la défense. Le plus grand projet d'achat d'armement de l'histoire suisse, couplé à une augmentation du budget de l'armée avec des coupes partout ailleurs, c'est indécent.

Le Covid-19 a montré que les hôpitaux et les services publics en général étaient sous-équipés. Des années d'orthodoxie austéritaire les ont laissés démunis devant une catastrophe pourtant prévisible. Des aides publiques et un État social fort seront nécessaires dans le futur pour garantir des conditions de vie décentes pour tou-te-s.

Le F-35/A, favori pour cet achat, est produit par Lockheed Martin qui se spécialise également dans la production de bombes à fragmentation et de mines antipersonnel. La Suisse a ratifié des conventions interdisant la production et la vente de ces armes. Nous ne pouvons pas tolérer que l'État suisse subventionne des entreprises de destruction au service de l'impérialisme occidental.

Une aberration écologique et sociale

L'industrie de l'armement contribue au désastre climatique en cours. Un avion de combat consomme en une heure de vol près de 5000 litres de kérosène, soit autant qu'il faut à une voiture pour faire le tour du monde 2.5 fois en carburant ou l'équivalent d'un vol commercial avec plus de 200 passagers-ères à bord.

La contradiction avec les objectifs globaux de réduction d'émissions de gaz à effet de serre est criante.

Chaque avion représente des centaines de millions de francs en faveur de la destruction environnementale. C'est un respirateur de moins dans un hôpital, un-e employé-e de moins dans un EMS et une subvention à une famille paupérisée en moins. Tout autre résultat qu'un non est une marche forcée vers une société plus inégalitaire qu'elle ne l'est déjà.

Pascal Vosicki

UNE FISCALITÉ FORTE CONTRE L'ACCROISSEMENT DES INÉGALITÉS SOCIALES

L'enquête d'Unia sur les écarts salariaux 2020 relève un creusement des inégalités ainsi que l'accroissement du versement de dividendes. Une occasion de rappeler les vertus d'une fiscalité redistributive, grande absente des conclusions de l'étude syndicale.

Basée sur trente-sept groupes suisses dont trente-trois cotés en Bourse, l'étude démontre que l'appropriation de la richesse créée par les salarié-e-s va en s'accroissant malgré la crise occasionnée par la pandémie. Ainsi, les écarts entre les salaires les plus bas et les plus élevés sont passés d'un ratio de 1:142 en 2018 à 1:148 en 2019. Le versement de dividendes a lui-même augmenté durant cette période pour se situer à un montant de 63 milliards de francs suisses. Enfin, la part d'entreprises qui

versent plus d'argent aux actionnaires qu'à leurs propres salarié-e-s a également progressé, passant de trois à cinq entreprises de l'échantillon, dont la société Ems-Chemie aux mains des filles Blocher.

L'enquête publiée lève également le voile sur les sociétés qui ont profité du système d'indemnisation par le chômage partiel mis en place suite à la crise du Covid-19, tout en ne renonçant pas à verser des dividendes à leurs actionnaires pour un total d'environ 4 milliards de francs. Parmi elles, on retrouve notamment

les groupes ABB et LafargeHolcim ou encore le groupe chocolatier Lindt & Sprüngli. Non contentes de spolier la richesse créée par leurs salarié-e-s en temps normal, ces sociétés assument ainsi parfaitement de mettre à contribution la collectivité publique durant la crise pour payer leurs actionnaires.

Défendre une imposition redistributive

Si l'on ne peut que suivre le raisonnement d'Unia sur les risques liés à un accroissement des inéga-

lités sociales au regard de la crise ouverte par le Covid-19 et soutenir l'appel contre les licenciements liés au coronavirus, on a toutefois de la peine à oublier son manque de courage face au vote de la RFFA, sur lequel le syndicat avait opté pour la liberté de vote, fermant ainsi les yeux sur une baisse de l'imposition moyenne des entreprises de 14% à 8%.

Aujourd'hui comme hier, l'impôt reste pourtant le meilleur outil de redistribution de richesses pour une société plus juste et égalitaire. Dénoncer le creusement des inégalités c'est bien, agir c'est mieux. C'est fort de ce constat que Solidarités Genève a participé au lancement de l'initiative « Halte aux privilèges des grands actionnaires », qui vise à taxer l'intégralité des dividendes perçus. Des contre-offensives devraient être lancées partout où cela est possible pour faire payer directement aux bénéficiaires de la RFFA les sommes dont cette réforme a privé la collectivité.

Evelyne Wirthlin

Vaud

Eva Lauterlein



LA GAUCHE RADICALE À L'EXÉCUTIF DE VEVEY

C'est une victoire historique : notre candidat Yvan Luccarini, soutenu par l'ensemble de la gauche, éjecte la droite de l'Exécutif de Vevey en devançant de 103 voix le candidat PLR, qui défendait le siège du démissionnaire PLR Etienne Rivier.

La mobilisation des électeurs-rices de gauche par une campagne de terrain (+3% de participation entre les deux

tours), facilitée par la consigne du PS veveysan, a permis de battre le candidat de l'entente (PLR, UDC, PDC et Verts-libé-

raux), arrivé en tête au premier tour avec 38 voix d'avance. Ce résultat vient confirmer nos excellents scores depuis 2015.

Outre une importante activité au Conseil communal (15 sièges sur 100), notre mouvement repose sur des militant-e-s très investi-e-s dans les sphères culturelle et associative, qui ne reculent pas devant les campagnes de terrain : trois référendums victorieux contre des projets immobiliers en 2013, 2015, 2017, et le rejet d'une initiative pour un parking souterrain en 2019. Dans la deuxième ville la plus dense de Suisse après Genève, l'urbanisme est un sujet chaud!

Cette élection montre aussi que le projet de décroissance choisie et solidaire n'apparaît plus comme une utopie, mais est au contraire légitimé par la crise écologique et sociale que nous traversons.

Le défi n'en est pas moins considérable : durant l'année qui reste, il faudra réaliser au moins une partie des propositions faites durant cette campagne, face à une droite unie qui a promis de ne nous faire aucun cadeau : fortifier les liens avec les mouvements sociaux et nous renforcer dans la perspective des élections générales, dont la préparation commence déjà.

Jérémie André décroissance-alternatives

L'INEXISTANTE POLITIQUE CULTURELLE DU CANTON

Le Canton de Neuchâtel révisé sa loi sur l'encouragement des activités culturelles afin, selon lui, de mieux «prendre en compte les réalités des milieux artistiques et les attentes des acteurs culturels». Disons-le d'entrée, c'est raté.

L'État ne conduit même pas de politique culturelle puisqu'il ne fait «qu'encourager les activités culturelles». Il promeut de plus une vision élitiste, restreinte et néolibérale de la culture. En plus

d'être, selon les chiffres de l'OFS (2015), le 19^e canton en matière de soutien financier octroyé à la culture, le Canton de Neuchâtel souhaite, avec la nouvelle loi, restreindre encore l'aide apportée

aux actrices et acteurs culturel-le-s puisqu'il propose de choisir moins de projet mais de leur donner plus. En somme, les projets porteurs d'excellence, d'innovation et de rayonnement seront sélectionnés, les autres devront passer leur tour. L'État se décharge une fois de plus sur les villes qui fournissent le gros de l'effort financier.

Émancipation et lien social

Le milieu culturel neuchâtelois ne baisse pas les bras et s'est récemment organisé au sein de la Fédération neuchâteloise des actrices et acteurs culturels (FNAAC). En tant qu'interlocutrice représentative du milieu, elle a émis plus d'une septantaine de revendications dont l'une, centrale, demande que l'État consacre au minimum 1% de son budget annuel au soutien à la culture (ce qui reviendrait pratiquement à le doubler). Dans

le rapport qui accompagne la loi, le Canton balaie d'un revers de main dédaigneux ces revendications, montrant une fois de plus sa déconnexion du milieu culturel. En réaction, la FNAAC a annoncé le lancement d'une initiative législative cantonale reprenant la revendication pour l'allocation d'1% du budget cantonal à la culture. Solidarités Neuchâtel l'aidera dans cette entreprise.

La culture est source d'émancipation et créatrice de lien social. Elle doit être considérée comme un service public, comme un droit fondamental tout aussi important que l'accès à l'eau, au logement ou à la santé. Le Canton doit prendre ses responsabilités et permettre aux acteurs-trices de la culture de vivre dignement et à la population d'y avoir un accès bien plus large qu'à l'heure actuelle.

François Chédel

REGAGNER LE TERRAIN PERDU

Le dimanche est sous pression. Le travail s'étend au-delà du nécessaire. En s'appuyant sur la loi et sur un arrêt du Tribunal fédéral, il est possible de regagner un peu du terrain perdu.

Personne ne s'oppose au travail du dimanche dans les hôpitaux ou les transports. Mais il n'est pas nécessaire pour fabriquer des roulements à billes ou pour vendre des spaghettis. Dans la vente, le travail dominical s'est considérablement étendu ces der-

nières années, en particulier dans les shops des stations-services.

Interdiction de travailler

Le travail du dimanche est interdit dans les magasins des stations-services. C'est ce que rappelle avec force un arrêt du Tribunal fédéral

de juillet 2018 (2C_1056/2017). Une exception est prévue pour les commerces situés sur un axe de circulation important, utilisé pour des trajets d'une certaine distance, par des touristes notamment. En aucun cas, le trafic pendulaire quotidien entre deux localités voisines

ou le trafic d'agglomération ne justifie une telle exception. Mais pour les propriétaires de ces magasins (essentiellement l'union pétrolière Avenergy, Migros et Coop), seule la loi du marché compte.

Les stations-services avec magasins se sont installées dans les agglomérations et ont imposé le travail du dimanche avec la bénédiction des autorités fribourgeoises. Celles-ci voient des touristes partout et ont même décrété que toutes les routes étaient des axes importants permettant le travail du dimanche ! Cela n'est plus tenable. Le canton de Zurich a pris note de l'arrêt du Tribunal fédéral et vient d'ordonner à une cinquantaine de shops l'arrêt du travail illégal le dimanche.

Phénoménale passivité

La loi sur le travail, le jugement du Tribunal fédéral et la décision du canton de Zurich nous offrent un point d'appui important pour faire reculer le travail du dimanche dans la vente. Nous pouvons obliger l'inspection cantonale du travail et les autorités fribourgeoises à sortir de leur phénoménale passivité. Regagner un peu du terrain perdu sera la meilleure manière de nous positionner dans la bataille contre l'extension du travail dominical dans tous les magasins.

Pierre-André Charrière



Un combat perpétuel. Action à Fribourg en 2005.



Genève Monde du travail XPO Logistics

LES TRAVAILLEURS·EUSES EN GRÈVE!

Les employé·e-s de la multinationale étasunienne XPO Logistics à Genève sont en grève depuis le 29 juin. Ils-elles résistent à la fermeture du site genevois et au licenciement collectif des 32 travailleurs-euses.

Le personnel exige que l'entreprise s'engage immédiatement à reconnaître des compensations et à négocier un plan social. Le comportement de XPO est d'autant plus choquant que l'entreprise a profité d'indemnités pour le chômage technique lors de la crise du coronavirus.

Une grève exemplaire

XPO Logistics est arrivée à Genève en 2017 en reprenant, en tant que sous-traitant, le service de logistique de la société Fournil Romand (propriétaire des boulangeries Pouly). Le géant de la logistique prévoyait de devenir un acteur majeur du secteur en Suisse. Mais la réalité est bien différente: aucun investissement considérable et surtout de nombreux licenciements. La crise du Covid-19 n'a pas amélioré la situation. Au mois de mars, le personnel, sans aucune consultation, s'est retrouvé au chômage technique avec l'espoir de garder son emploi une fois que les activités auraient repris. XPO a plutôt décidé de licencier l'ensemble du personnel.

L'échec des tentatives de négociation et le mépris de la direction n'ont fait qu'exaspérer les travailleurs-euses. Fin juin, ils-elles ont voté à l'unanimité

l'ouverture d'une phase de mobilisation en déclarant une grève qui est reconduite depuis plus de deux semaines! Une mobilisation exemplaire et sans précédent dans la branche des transports. XPO semble d'ailleurs être en pleine santé: lors de la dernière assemblée des actionnaires, le CEO de la multinationale, M. Jacobs, a demandé sans vergogne un bonus de plus de 25 millions de dollars.

XPO Logistics est de toute évidence une grande entreprise et, comme telle, devrait respecter l'obligation de négocier un plan social. Mais malheureusement, depuis une année et demie une vague de licenciements s'est déclenchée sans jamais prévoir d'indemnités pour les travailleurs-euses. Ce licenciement pose donc de sérieuses questions quant à la sauvegarde des emplois dans cette période de crise.

L'entreprise, qui a utilisé le chômage technique, doit assurément protéger les places de travail au lieu d'économiser des salaires. Dans le même temps, une réflexion s'impose sur les protections existantes, mais insuffisantes, dans la législation suisse en cas de licenciement collectif et sur l'obligation de négocier un plan social.

Umberto Bandiera

LE RICHEMOND: LICENCIEMENT SANS SCRUPULE

Il n'aura fallu guère plus de 3 minutes à la direction de l'hôtel Le Richemond pour annoncer la nouvelle: l'hôtel ferme ses portes et son personnel est congédié. Après des semaines de mobilisation pour être entendu, ce mépris est une onde de choc. En assemblée générale syndicale, le personnel a réitéré sa demande de négociation d'un plan social et a interpellé monsieur Poggia. Ce dernier est également sollicité par le personnel de XPO Logistics.

Si la perspective du maintien des emplois est illusoire dans ces deux situations, il demeure la possibilité de négocier un plan social digne. Et parce que le cas du Richemond est symptomatique de ce qui attend des centaines de travailleurs-euses dans les prochains mois, il est nécessaire de préparer des réponses politiques et de lutter dès aujourd'hui. **DG**

Genève

MAUDET SE SENT EXCLU: IL A RAISON

Ce 6 juillet, le feuilleton a rebondi. Le comité du PLR genevois quasi unanime excluait son conseiller d'État du parti.

Christian Lüscher, en paragon de vertu, avait sonné la charge, récapitulant diverses turpitudes de Maudet, la cerise sur le gâteau étant l'échange avec Simon Brandt évoquant des magouilles internes au PLR.

Rien de bien neuf, la décision du Ministère public d'aller au procès était prévisible aussi dans cette affaire de corruption. En attendant, Maudet dirige toujours l'ombre d'un département et est payé plein pot comme conseiller d'État de pacotille.

Que faire face à ce grand guignol? Il y a le service après-vente minimal. On votera sous peu pour liquider la «présidence» unique par législature, inventée par la constituante et qu'on a dû violenter pour déloger Maudet dudit poste.

Il existe des projets de loi EàG «en cours» sur la révocation du Conseil d'État et la destitution de conseillers-ers d'État... Démocratiquement, c'est la moindre des choses. Et si le cas Maudet est caricatural, l'immixtion massive de puissances d'argent dans notre système «démocratique» est constante: notre projet plafonnant les montants engagés dans les élections au Grand Conseil et au gouvernement est bienvenu de ce point de vue.

Mais la réponse essentielle est ailleurs: c'est de construire une force politique d'opposition porteuse d'un programme alternatif défendant les intérêts de toutes et tous qui relègue aux oubliettes ces simagrées honteuses.

En attendant certain-e-s prévoient une résistance de PM qui continuerait son œuvre de démolisseur du PLR en créant un parti ad hoc, pour poursuivre sa carrière, jouant sur les contradictions réelles entre la base sociale des libéraux et des radicaux. Pourquoi s'en plaindre? **PV**

LIVRES EN LUTTE POUR L'ÉTÉ

UNE RÉVOLUTION FÉMINISTE À L'ÉCRAN ¹

Au travers de deux ouvrages publiés à deux ans d'intervalle et qui se complètent, l'autrice Iris Brey (docteure en théorie du cinéma et spécialiste de la question du genre et de ses représentations) parvient à démontrer que filmer les femmes sans en faire des objets est possible. Que certaines productions télévisuelles savent faire partager les expériences féminines et plus largement de genre, avec les spectateurs-rices, et parviennent à renouveler la manière de désirer en regardant, mais sans voyeurisme.

En moins de 300 pages à chaque fois, l'autrice explique la théorie du *male gaze* et celle du regard féminin (ou *female gaze*) – qui n'est pas son contraire! – en s'appuyant sur de nombreuses réalisations contemporaines et quelques œuvres plus anciennes ou plus confidentielles, et révèle brillamment le sens caché des images.

Iris Brey était l'invitée du podcast « Les couilles sur la table » (épisodes 56 et 57). À écouter sur Bing audio.

UN COUP DE PIOLET DANS LA PATTE ²

Anthropologue française spécialiste du Grand Nord, Nastassja Martin renonce à l'ethnographie dans *Croire aux fauves* pour proposer un récit intense et singulier de sa « ren-

contre » avec un ours brun aux confins du monde. Celle-ci a lieu en août 2015 dans le Katmtchatka, péninsule volcanique de l'extrême-orient russe. Dans ce corps-à-corps, l'animal écope d'un coup de piolet à la patte, tandis que l'humaine voit disparaître une portion de son visage. Et contre toute attente, ils sont vivants.

Dans l'urgence, c'est sa mâchoire qui est soignée, devenant le théâtre d'une « *guerre froide médicale franco-russe* ». Mais pour donner sens à cet événement, il lui faut revenir sur les lieux et comprendre ce que signifie son nouveau statut de « *miedka* », tel que le définissent les Evènes qu'elle côtoie : l'ours n'a pas voulu la tuer, il a voulu la marquer, l'hybrider, la faire mi-femme mi-ours. (Pour un récit complémentaire, parfois contradictoire, on peut enchaîner avec la lecture de l'ouvrage de John Vaillant, *Le Tigre*, paru en 2012)

UN TROU NOIR NOMMÉ CAPITALISME ³

Tel un trou noir, le capitalisme absorbe tout, les activités humaines, les ressources naturelles, les connaissances, le vivant, pour en faire des marchandises. Mais cette logique est en crise profonde. La première partie de l'ouvrage propose un examen des contradictions du capitalisme. Jean-Marie Harribey y pointe les limites sociales et écologiques à l'accumulation

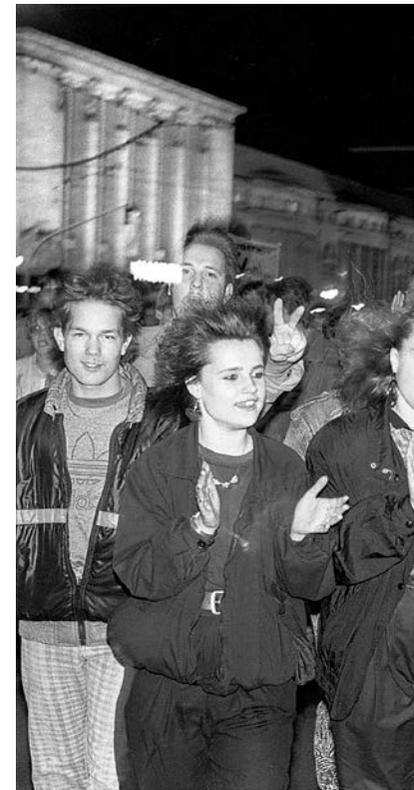
du capital et l'incompatibilité du capitalisme et de l'écologie. Il poursuit le raisonnement par la discussion de la théorie de la valeur à l'aune du contexte contemporain, de la crise sociale et écologique actuelle.

Cette première partie sert d'appui pour la seconde. L'auteur y propose une triple « bifurcation » pour sortir de l'impasse actuelle : réhabiliter le travail en affirmant sa centralité sociale, l'institution du(des) commun(s) et socialiser la monnaie. Si l'ouvrage manque parfois de pédagogie, Jean-Marie Harribey impressionne par la richesse de ses références, son érudition et la fécondité de son argumentation.

LA FABRIQUE DE LA CONSOMMATION ⁴

Vers 1800, une majorité de la population construisait sa maison, récoltait ses céréales, pétrissait son pain et tissait ses vêtements. Aujourd'hui, l'essentiel de la consommation est produit par un réseau de grandes et lointaines entreprises. En deux siècles à peine, la communauté paysanne autarcique s'est effacée pour laisser place à une myriade de consommateurs et consommatrices urbaines et connectées.

Cet ouvrage dépeint les grandes étapes de cette conversion à la consommation. Comment s'est constitué le pouvoir marchand? Quels changements sociaux ont accompagné la circulation massive des marchan-

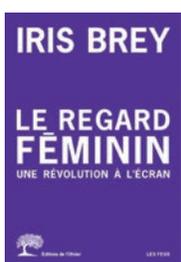


200 000 manifestant-e-s à Leipzig,

dises? En parcourant l'Europe et l'Amérique du Nord des 19^e et 20^e siècles, ce livre retrace l'histoire de multiples dispositifs de marché : la marque insufflant à la marchandise sa valeur-signe, les mises en scène inventées par les grands magasins, l'ingénierie symbolique déployée par les relations publiques et la publicité... Il raconte la conversion des populations à la consommation et la fulgurante prise de pouvoir des marchands.

INTRODUCTION À L'ÉCOSOCIALISME ⁵

L'écosocialisme est un courant politique fondé sur une constatation essentielle : la sauvegarde des équilibres écologiques de la planète, la préservation d'un environnement favorable aux espèces vivantes – y compris la nôtre – est incompatible avec la logique expansive et destructrice du système capitaliste. La poursuite de la « croissance » sous l'égide du capital nous conduit, à brève échéance – les



1 Iris Brey, *Le regard féminin. Une révolution à l'écran*, Paris, éd. de l'Olivier, 2020

Aussi : Iris Brey, *Sex and the series*, Paris, éd. de l'Olivier, 2018



2 Nastassja Martin, *Croire aux fauves*, Paris, éd. Verticales, 2019



3 Jean-Marie Harribey, *Le trou noir du capitalisme. Pour ne pas y être aspiré, réhabiliter le travail, instituer les communs et socialiser la monnaie*, Lormont, Le Bord de l'eau, 2020.



4 Anthony Galluzzo, *La fabrique du consommateur. Une histoire de la société marchande*, Paris, Zones, 2020.



10 jours avant la chute du mur.



Nicolas Henri Jacob, *Hippolyte reine des Amazones assaillie par un lion*, 1824

prochaines décennies – à une catastrophe sans précédent dans l’histoire de l’humanité : le réchauffement global.

UNE HISTOIRE DES ANNÉES 1990 ⁶

Durant les années 1990, la Yougoslavie implosait, les zapatistes prenaient les armes au Chiapas, au Rwanda on exterminait en masse. Partout les bulles spéculatives enflaient. La techno et l’ecstasy multipliaient les nuits blanches. De grandes grèves réveillaient le mouvement social, et les idéologues qui croyaient avoir vaincu le communisme commençaient à déchanter, pendant qu’Internet balbutiait.

Autre temps, si récent pourtant, que celui où prit naissance notre présent. Car dans l’intervalle entre la chute d’un mur, à Berlin, et l’écroulement de deux tours, à New York, le monde a basculé, avec les certitudes qui le portaient : celles de la fin (de l’Histoire, du social, de la guerre...), vite corri-

gées par le retour de l’événement, et celles du bonheur néolibéral sans alternative, que les faits comme les nouveaux-elles résistant-e-s s’appliquèrent à démonter.

L’ambition de ce livre est d’offrir la première histoire générale, plurielle et engagée de la dernière décennie du 20^e siècle : l’ère de la « fin de l’Histoire » avait besoin de son manuel d’histoire, pour y voir s’entrecroiser culture et politique, pop et peuple(s), régressions brutales et nouvelles zones autonomes temporaires – et pouvoir passer, peut-être, de la fin de tout au début de quelque chose.

LE COURAGE DES AMAZONES ⁷

Depuis *l’Iliade* jusqu’à Pompée en passant par Alexandre le Grand, les mythiques Amazones ont toujours fasciné : des guerrières qui rivalisaient avec les héros grecs par leur courage et leurs prouesses militaires, mais qui ressemblaient aussi aux Barbares – la légende dit qu’elles

se coupaient le sein gauche pour tirer à l’arc et qu’elles se débarraient de leurs enfants mâles.

Les Amazones sont-elles un mythe, un fantôme terrifiant inventé par les Grecs et les Romains ? Que peuvent-elles nous apprendre sur la réalité des civilisations avec lesquelles les Grecs étaient en contact ?

Adrienne Mayor montre que les Amazones trouvent leur origine dans la réalité historique et met à bas le préjugé selon lequel il n’y aurait jamais eu de femmes guerrières. Les découvertes archéologiques faites dans ces immenses étendues où nomadisaient les Scythes – et donc les Amazones décrites par Hérodote – ont permis d’identifier les restes de guerrières mortes au combat.

Il n’y a jamais eu de guerrières se mutilant la poitrine ou tuant leurs fils, mais il y a eu des tribus scythes où les femmes combattaient à l’égal des hommes. Adrienne Mayor se lance à leur poursuite et nous invite à un fabuleux voyage historique jusqu’aux confins de la Chine.

UNE FÉMINISATION DE L’HISTOIRE EN MANGA ⁸

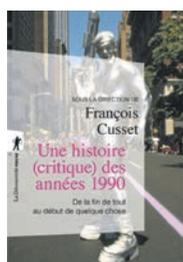
Et si Uesugi Kenshin, puissant seigneur de guerre ayant vécu durant l’époque Sengoku, au 16^e siècle, était en réalité une femme ? La mangaka Akiko Higashimura part de cette théorie pour nous proposer un manga historique relatant la vie de ce stratège hors pair surnommé le « Tigre d’Echigo ».

L’histoire commence en 1529, à la naissance du troisième enfant de Nagao Tamekage, seigneur du château de Kasugayama. Son fils aîné n’ayant pas l’étoffe d’un guerrier, Tamekage veut faire de ce dernier-né son héritier, mais à son grand désespoir, c’est une fille qui naît. Il décide alors de l’élever comme un garçon et le nomme Torachiyo.

Le manga explore cette tension entre rôles assignés en fonction du genre tout en s’appuyant sur des éléments historiques précis pour offrir une fresque du Japon de l’époque.



5 Michael Löwy, *Qu’est-ce que l’écocritique*, Montreuil, Le Temps des Cerises, 2020



6 François Cusset, *Une histoire (critique) des années 1990. De la fin de tout au début de quelque chose*, Paris, La Découverte, 2020.



7 Adrienne Mayor, *Les Amazones. Quand les femmes étaient les égales des hommes (VIII^e siècle av. J.-C. – I^{er} siècle apr. J.-C.)*, Paris, La Découverte, 2020.



8 Higashimura Akiko, *Le tigre des neiges*, vol.1-5, Le Lézard Noir, Poitiers, 2018 – 2020.

ÉCOSOCIALISME OU EFFONDREMENT

Trop tard pour être pessimistes!, le dernier livre de Daniel Tanuro, montre l'impossibilité du « capitalisme vert » et plaide pour une alternative écosocialiste qui conjugue rupture avec le productivisme et justice sociale.

Selon les données du GIEC, il faudrait réduire les émissions de CO₂ des pays développés de 65 % d'ici 2030. Or, 80 % des émissions de CO₂ résultent de la combustion des énergies fossiles, qui représente 80 % des besoins énergétiques globaux. Est-ce réalisable dans le système capitaliste ? Non. C'est pourquoi, il n'y a pas moyen d'équilibrer l'équation climatique si on ne produit pas radicalement moins, si on ne transporte pas radicalement moins, et pour le faire dans la justice sociale, il est indispensable de partager davantage, en particulier les richesses et le travail nécessaire.

Trop tard ? Mais alors, que faire ?

Que penser des avertissements du GIEC, des combats des écologistes ou de la grève pour le climat

lancée par Greta Thunberg ? Est-ce suffisant face à l'ampleur du défi ? D'abord, il faut répéter que l'expertise scientifique du GIEC est un point d'appui fondamental : ses rapports sont sérieux et ses projections vérifiées par l'observation. Ensuite, il faut se réjouir du fait que la grève pour le climat ait contribué à replacer la mobilisation sociale au centre. Mais ce n'est qu'un début...

Quand Greta Thunberg affirme que la stabilisation du climat n'est pas envisageable dans le cadre du système économique actuel, et qu'elle ajoute que ce n'est pas une opinion, mais une question de mathématique, il faut l'entendre. En effet, l'objectif de réduire de 65 % les émissions de CO₂ des pays développés à l'horizon 2030 ne laisse pas d'autre choix que de décider démocratiquement ce que nous allons continuer à produire, comment

et pour satisfaire quels besoins, et quelles productions inutiles et nuisibles il va falloir supprimer en assurant la reconversion professionnelle des travailleurs-euses de ces domaines.

Dire la vérité et agir

« Il s'agit de casser le productivisme capitaliste en attaquant le problème à la racine : la concurrence pour le profit maximum par l'exploitation maximale, qui entraîne la destruction (sociale et écologique) maximale ». La situation est effectivement gravissime, et ceux-celles qui le nient sont soit inconscients soit criminels. Nous sommes au seuil d'une catastrophe sans commune mesure avec celle du Covid-19. Et il n'y a qu'une alternative à la sidération : dire la vérité. Il n'y aura pas de réponse à l'effondrement prévisible sans rupture avec le pro-

ductivisme et le consumérisme. Le titre du livre de Tanuro donne le ton : *Il est trop tard pour être pessimiste*. Il n'y a donc pas d'autre solution que la mobilisation, d'abord pour gagner du temps, pour faire reculer le système capitaliste responsable de cette catastrophe, ceci dans la perspective de l'abattre. C'est pourquoi, rien ne serait plus trompeur que d'opposer le combat pour sauver le climat ou la biodiversité aux intérêts de la grande majorité des travailleurs-euses, qui sont condamnés à vendre leur force de travail, c'est-à-dire à produire et à vendre ce que décident les propriétaires des grands moyens de production, de distribution, de transport et de crédit.

Changer la finalité du travail

Le changement de cap profondément révolutionnaire dont nous avons besoin vise à éviter la destruction de l'écosystème terrestre qui conditionne la survie de l'humanité. Mais ce sauvetage doit impliquer la grande majorité de la population travailleuse. Il ne peut donc être conçu que dans une perspective de justice sociale. Il s'agit de mettre en place un autre mode de production, et cela n'est pas concevable sans la participation de la grande masse des producteurs-trices.

C'est pourquoi, notre projet écosocialiste repose sur le partage des richesses et du travail, sur un redéploiement de l'activité qui permette à chacun-e d'être rassuré sur son revenu, son emploi, son avenir. C'est le centre de gravité de l'activité économique qu'il faut modifier en renonçant à la production effrénée de marchandises pour privilégier la production d'utilités et le soin aux personnes et aux écosystèmes. Une telle mutation nécessite la réorientation du travail humain vers des objectifs socialement et écologiquement utiles, certes pour la production de biens indispensables, mais aussi pour répondre aux besoins dans le domaine de l'éducation, de la santé, de la culture, de la réparation de l'environnement, etc.

Jean Batou



Greta Thunberg affirme que la stabilisation du climat n'est pas envisageable dans le cadre du système économique actuel. Lausanne, 16 janvier 2020.



Daniel Tanuro, *Trop tard pour être pessimistes. Écosocialisme ou effondrement*. Paris, Textuel, 2020

CHRONIQUE D'UNE DÉFAITE ÉVITABLE

L'année 2015, avec la capitulation du Premier ministre grec devant le diktat de l'Union européenne – concrétisé par un 3^e mémorandum d'austérité – aura marqué l'histoire de la Grèce, de l'Europe et de la gauche. Deux livres poursuivent aujourd'hui le débat.

Animateur du CADTM (Comité pour l'annulation des dettes illégitimes), Eric Toussaint a vécu de très près ces événements. En avril 2015, il fut nommé coordinateur de la Commission pour la vérité sur la dette publique grecque, mise en place par Zoé Konstantopoulou (présidente du Parlement et alors militante de Syriza), commission dont le rapport fut rendu public le 17 juin 2015, avec un verdict clair: la dette grecque était illégale, illégitime, insoutenable et odieuse (selon les normes du droit international).

Eric Toussaint vient de publier, aux éditions Syllepse, *Capitulation entre adultes. Une réponse* (au titre teinté d'une ironie amère) à la vision donnée par Yanis Varoufakis, ex-ministre des finances du 1^{er} gouvernement de Syriza, dans son livre *Conversation entre adultes* (2017), adapté au cinéma par Costa-Gavras. Il s'agit d'une clarification importante, car Varoufakis a depuis créé une formation politique paneuropéenne, Diem25, dont la branche grecque siège au Parlement depuis 2019. Avec l'Institut Sanders (USA), il est également en train d'impulser une Internationale progressiste.

Positions sur la dette

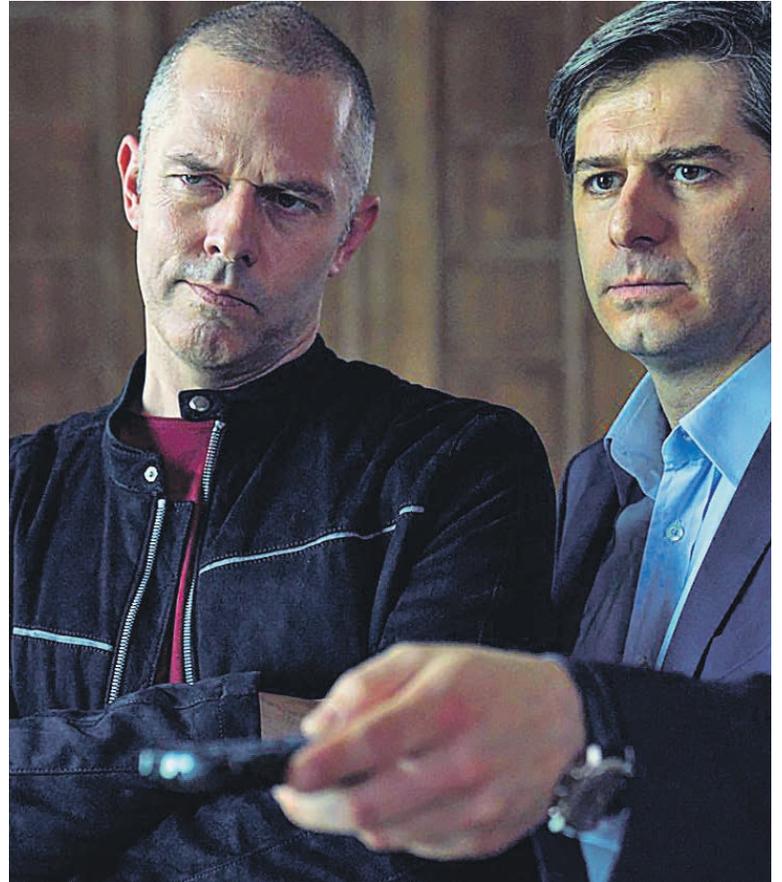
Ces ouvrages révèlent les positions de Varoufakis et du cercle le plus intime d'Alexis Tsipras. Car ceux-ci ont agi systématiquement à l'insu de la base et des instances régulières de Syriza, bien avant la victoire électorale du 25 janvier 2015.

Économiste keynésien, Varoufakis était connu dans de larges cercles économiques et politiques (notamment en Grèce et dans le monde anglo-saxon), y compris les plus conservateurs. Ses contacts avec Alexis Tsipras remontent à 2011. La même année, il a refusé d'adhérer au comité grec d'audit de la dette. Son argument? En cas de moratoire de la dette consécutif à cet audit, la Grèce « devrait sortir de la zone euro et se retrouverait du coup à l'âge de la pierre ».

Or, en 2012, le programme électoral de Syriza stipulait clairement audit et moratoire de la dette. En juin 2012, Syriza a obtenu 26,5% des suffrages. Varoufakis a critiqué publiquement ce programme et celui de Thessalonique (septembre 2014), plus modéré. Réaction de Nikos Pappas (bras droit de Tsipras et spécialiste des coups tordus, comme l'atteste Stathis Kouvelakis, alors dirigeant de Syriza): « *Le programme de Thessalonique était un cri de ralliement pour nos troupes. Pas plus. On compte sur toi pour mettre en forme le vrai programme économique de Syriza* ». Quel était pour Varoufakis ce « vrai programme économique »? Accepter 70% du mémorandum, sans remettre en cause la légitimité de la dette grecque, en demandant simplement de rallonger les échéances de celle-ci.

Négociation de brigands

Néanmoins, Varoufakis nous fait connaître l'atmosphère des négociations au sein de l'Eurogroupe –



Varoufakis et Tsipras découvrent les résultats du référendum dans l'adaptation de Costa-Gavras d'*Adults in the Room*.

« une caverne de brigands », aurait dit Lénine – dont les réunions ne font pas l'objet de procès-verbaux. La délégation grecque s'est heurtée au bloc de la droite et des sociaux-démocrates (Allemagne, Pays-Bas, France, Italie), dont certains ont été les plus acharnés après avoir donné des signes d'ouverture apparents.

Deux citations caractéristiques de ces négociations :

« *Il ne peut pas y avoir de choix démocratique contre les traités européens* »

Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne

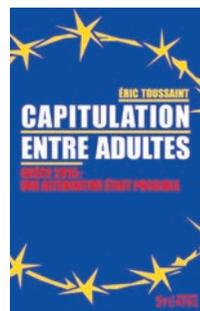
« *On ne peut pas laisser des élections changer quoi que ce soit* »

Wolfgang Schäuble, ministre allemand de l'économie

Pour la première fois au 21^e siècle, en Europe, un parti de gauche radicale avait été porté au gouvernement. Eric Toussaint détaille les mesures (par exemple, le moratoire de la dette et la socialisation du système bancaire) que ce gouvernement aurait dû prendre, mais auxquelles il s'est refusé. Pourtant, ses rares gestes d'opposition à l'Eurogroupe furent soutenus par la population grecque, comme le montre le résultat du référendum du 5 juillet 2015 (61,31% de non au 3^e mémorandum).

La victoire était possible, contrairement au récit des médias dominants et de certains secteurs de la gauche (dont Podemos et le PCF). Mais la combativité du peuple grec n'a pas trouvé une direction à la hauteur des circonstances.

Hans-Peter Renk



Eric Toussaint, *Capitulation entre adultes. Grèce 2015: une alternative était possible*, Paris, Syllepse, 2020



Yanis Varoufakis, *Conversations entre adultes: dans les coulisses secrètes de l'Europe*, Paris, Les liens qui libèrent, 2017

France

Bordeaux en luttés

UN EXEMPLE À SUIVRE POUR LA GAUCHE RADICALE FRANÇAISE

Si les élections municipales ont été décevantes pour la gauche radicale, elles ont aussi été marquées par le résultat de la liste « Bordeaux en luttés », qui a obtenu 11,7 % des voix au premier tour et trois sièges au second.

Ce résultat est remarquable puisque Bordeaux est une ville bourgeoise où la gauche radicale n'a jamais réalisé que des scores marginaux.

La liste « Bordeaux en luttés » s'est formée suite à l'appel d'un collectif de syndicalistes et de gilets jaunes à construire un « mouvement citoyen écologiste et solidaire » pour les municipales. Le NPA a rejoint l'appel avec Ensemble ! et la France Insoumise qui, contrairement à la ligne nationale, a choisi de ne pas rejoindre la liste d'Union de la Gauche. La liste a été portée par la personnalité de Philippe Poutou, localement reconnu pour ses luttes à l'usine de Blanquefort, et a réuni des figures du milieu militant, à l'image d'Antoine Boudinet, un jeune gilet jaune mutilé par la police en décembre 2018.

« Bordeaux en luttés » a présenté un programme social, démocratique et écologique, avec un discours de classe contestant le pouvoir de la bourgeoisie bordelaise. La liste a choisi de se maintenir au second tour contre la droite, mais aussi contre la liste EELV-PS-PCF qui a finalement pris la mairie.

Malgré les appels au « vote utile » pour la liste d'Union de la Gauche, elle a conservé au second tour 80 % des voix réunies au premier, montrant qu'il est possible de construire une alternative populaire à l'alternance au pouvoir des partis de la classe dominante.

Laurent Ripart militant du NPA



International

Russie

POUTINE JUSQU'EN 2036 ?

La Russie a organisé un « vote populaire » en pleine épidémie. La population a été appelée à s'exprimer au sujet d'une réforme constitutionnelle qui offrirait à Vladimir Poutine le droit de se maintenir au pouvoir jusqu'en 2036, l'année de ses 84 ans.

Les révisions de la Constitution visées par ce vote concernaient simultanément plusieurs sujets – l'électorat étant obligé d'approuver ou de refuser toutes les mesures proposées en bloc – un dispositif jugé contraire à la loi par les juristes, mais approuvé aveuglément par la Cour constitutionnelle. Cependant, l'amendement le plus important est sans aucun doute celui qui remet à zéro les mandats passés du président au pouvoir depuis 2000. Il pourrait ainsi se représenter pour deux mandats supplémentaires de 6 ans, en 2024 et 2030.

Pour faire avaler la pilule à un électorat démotivé, la révision prévoyait plusieurs changements destinés à satisfaire les prétendues aspirations populaires. La nouvelle Constitution prévoit un salaire minimum ainsi qu'une indexation des retraites, sans pour autant remettre en question une odieuse réforme des retraites

qui a récemment suscité l'indignation populaire. Les amendements font d'autre part mention de la « foi en Dieu », de la protection de la langue russe et de l'enseignement patriotique et affirment le principe d'un mariage possible uniquement entre un homme et une femme dans le but de séduire l'électorat conservateur.

L'opposition réduite au silence

Tout rassemblement étant banni, officiellement pour cause d'épidémie, les partisan-e-s du *non* furent réduit-e-s au silence. D'autres mesures, comme le vote électronique, l'étalement du scrutin sur une semaine et la mise en place des bureaux improvisés en plein air, sans isolement ni observateurs, ont permis de contourner les normes électorales. Selon la politologue Ekaterina Schulmann, le bourrage des urnes a été sans précédent : environ 27 millions de bulletins de vote

supplémentaires y ont été glissés.

Avant même la fermeture des bureaux de vote, la Commission publiait les résultats – le *oui* l'a emporté à 77,9 %, avec un taux de participation de 67 %.

Cependant, ce score, qualifié par le Kremlin de « référendum de confiance triomphal » pour le président, ne correspond guère au resenti d'un nombre conséquent de Russes. Ces chiffres fantasmagoriques, dus aux falsifications faites au vu et au su de tou-te-s, délégitiment le régime poutinien qui peine de plus en plus à remporter des élections de manière honnête.

Certes, cette réforme constitue un coup de force du régime de Poutine, qui consolide ainsi son emprise autoritaire sur la société russe. Mais elle représente aussi un aveu de faiblesse face aux difficultés politiques, économiques et climatiques que Poutine et ses soutiens tentent de masquer par cette victoire.

AP

LE REMANIEMENT GOUVERNEMENTAL DE LA HONTE

Le 5 juillet, Emmanuel Macron annonçait la nouvelle composition de son gouvernement. Le vendredi 10 juillet, suite à l'appel de différentes organisations féministes françaises, plusieurs milliers de personnes ont manifesté pour dénoncer «une culture du viol en Marche».

Depuis 2017, le Président n'a eu de cesse de répéter qu'il souhaite faire des questions d'égalité et de la lutte contre les violences faites aux femmes l'une des priorités de son quinquennat. Il n'a pourtant pas hésité à nommer Gérard Darmanin ministre de l'Intérieur et Eric Dupont-Moretti ministre de la Justice.

Le premier fait entre autres l'objet, depuis 2017, d'une plainte pour abus de faiblesse, abus de pouvoir et viol. L'affaire qui avait été classée sans suite en août 2018 a été rouverte en juin 2020. Le second est connu pour avoir largement décrié et attaqué le mouvement #MeToo en France. En 2015, il avait déclaré que, suite à la libération de la parole sur le harcèlement sexuel, certaines femmes «regrett[ai]ent de ne plus être sifflées».

On vous emmerde

On est donc face à la nomination de deux hommes qui, par leurs actions et/ou leurs prises de position, n'ont eu de cesse de nier les violences systémiques dont les femmes font encore l'objet en France (comme partout ailleurs dans le monde). Ils contribuent à les perpétuer et attaquent violemment celles qui osent prendre la parole pour dénoncer cette réalité. Ces nominations ne sont pas sans rappeler celle de Roman Polanski aux César de février dernier. L'impunité des hommes cis blancs hétérosexuels dans les cercles de pouvoir demeure intacte.

Mais, contre cette impunité, des voix de plus en plus fortes s'élèvent et refusent de se taire. À la suite du sacre de Polanski à la cérémonie des César, Adèle Haenel quit-

tait magistralement la salle pour dénoncer la complicité du cinéma français. Quelques jours plus tard, dans une tribune pour *Libération*, Virginie Despentes assenait : «C'est terminé. On se lève. On se casse. On gueule. On vous emmerde.» Ces slo-

gans ont été repris dans les manifestations contre «le remaniement de la honte», en France et dans d'autres pays. Contre les violences sexistes, l'offensive féministe s'organise et lutte.

Noémie Rentsch

Laurenarde



Rassemblement à Paris, 10 juillet 2020

International

LE VIRUS DE LA FAIM

Le dernier rapport d'OXFAM, «Le virus de la faim : comment le coronavirus sème la faim dans un monde affamé», nous plonge dans une dure réalité : la pandémie de Covid-19 souffle sur les braises d'une crise alimentaire déjà grandissante.

En 2019, on estimait à 821 millions le nombre de personnes vivant dans l'insécurité alimentaire, dont environ 149 millions souffrant de la faim à un niveau critique.

Le coronavirus vient s'ajouter à un contexte fragilisé par des conflits, des inégalités croissantes et une crise climatique qui s'aggrave. Cette situation va exposer des millions de personnes supplémentaires à la famine.

Avant la fin de cette année, entre 6000 et 12000 personnes pourraient mourir de faim chaque jour suite aux impacts écono-

miques et sociaux de la pandémie, soit potentiellement plus que les victimes du virus d'ici fin 2020.

Le rapport souligne l'émergence de nouveaux «épices de la faim», des pays à revenu intermédiaire tels que l'Inde, l'Afrique du Sud et le Brésil, où «des millions de personnes qui avaient autrefois des difficultés à survivre sont maintenant à la limite». D'autres pays qui souffraient déjà de précédentes crises économiques, comme le Venezuela et le Sud-Soudan, ont vu leurs prévisions se faire plus sombres en raison de la pandémie.

Cette urgence alimentaire mondiale contraste avec la flambée de bénéfices des grandes entreprises du secteur de l'alimentation et des boissons, dont Coca-Cola, Danone, General Mills, Kellogg, Mondelez, Nestlé, PepsiCo et Unilever. Depuis janvier de cette année, les géants de l'industrie alimentaire ont distribué des dividendes d'une valeur de 18 milliards de dollars à leurs actionnaires. C'est «dix fois plus que le montant demandé par les Nations unies pour éviter que les gens ne souffrent de la faim». Famine pour les pauvres, de l'argent plein les poches pour les riches.

Urgence alimentaire

Ce rapport se conclut par un appel aux gouvernements pour sauver des vies maintenant et demain. Oxfam propose notamment de : construire un système alimentaire plus durable, plus équitable et plus résilient; promouvoir la participation et le leadership des femmes dans les décisions prises pour combler les défaillances du système alimentaire; annuler la dette; soutenir l'appel des Nations Unies en faveur d'un cessez-le-feu mondial et prendre des mesures urgentes pour lutter contre la crise climatique.

Malheureusement, cet appel va rester un vœu pieu sans une mobilisation sociale qui puisse imposer aux gouvernements des pays riches un changement de cap dans leurs politiques néolibérales.

Juan Tortosa

POUR UNE APPROCHE HOLISTIQUE DE LA GPA

La gestation pour autrui (GPA) est une formation familiale non traditionnelle dans laquelle une personne convient avec un autre individu ou un couple qu'elle tombera enceinte et donnera naissance à un enfant que la personne ou le couple a l'intention d'élever.

Bien que ce soit souvent des couples hétérosexuels touchés par l'infertilité qui ont recours à la GPA, elle représente également un type de formation familiale pour les couples de même sexe. La GPA peut être entreprise sous différentes formes, y compris traditionnelle et gestationnelle. La GPA dite traditionnelle fait référence aux accords dans lesquels la personne assurant la gestation fournit ses propres ovules pour devenir enceinte alors que dans les accords de GPA dite *gestationnelle*, la personne ne fournit pas ses propres ovules.

Souvent, les deux types de GPA impliquent l'utilisation des gamètes d'au moins un parent prévu. L'entente de GPA peut ne comporter aucun transfert financier. Dans d'autres cas, un défraiement est prévu, tandis que parfois, la personne assurant la gestation peut être indemnisée au-delà du remboursement des dépenses engagées.

Un accord de GPA peut impliquer de nombreux droits et intérêts : ceux de la personne assurant la gestation, de l'enfant né à la suite de la GPA, du parent ou des parents visés et, dans de nombreux cas, d'un-e ou deux fournisseurs-euses de gamètes. À ce titre, une analyse minutieuse fondée

sur la recherche et une prise en compte des droits de chaque partie prenante doivent faire partie de tout discours sur la GPA, loin de la fureur idéologique portée par les mouvements conservateurs.

Une question de droits

Les débats récents concernant la GPA au niveau global ont principalement porté sur l'impact de celle-ci du point de vue des droits de l'enfant. Ainsi, les discussions concernant les implications du principe de l'intérêt supérieur de l'enfant sur les cadres réglementaires et sur la pratique des États ont été prévalentes.

Bien que ces dernières soient importantes et nécessaires, il est également essentiel d'examiner la question de la GPA du point de vue des droits des autres parties prenantes. En particulier, il est primordial d'examiner les liens entre la pratique de la GPA et les droits des femmes : qu'il s'agisse du droit à l'égalité, à la non-discrimination, à la santé, à la santé reproductive et sexuelle, à l'autonomie corporelle, ainsi qu'en ce qui concerne les principes du consentement éclairé et l'inclusion des perspectives et de la participation des personnes les plus touchées.

Loin des discours clivants autour du concept de la famille héténorma-

tive et bourgeoise revendiquée par les mouvements conservateurs ainsi que des craintes d'exploitation et de marchandisation des corps portés également par certaines féministes, la pratique de la GPA nous force à nous interroger sur les relations familiales et sur des alternatives à la famille traditionnelle. Sortant de l'idée d'exploitation qui serait selon certain-e-s inhérente à cette pratique, il serait pertinent de discuter ce qui constitue le travail reproductif et l'impact du capitalisme sur les choix des femmes.

Une part d'exploitation en tout

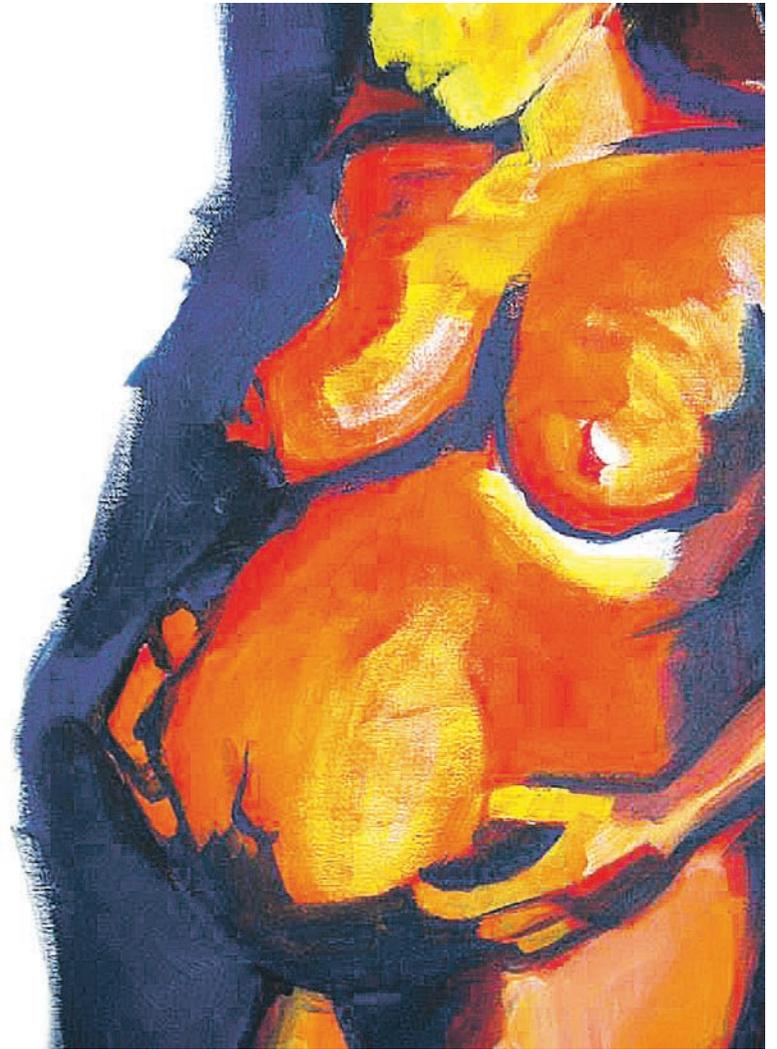
Des relations inégales de pouvoir peuvent bien exister lors d'arrangements de GPA et léser les personnes assurant la gestation. Pour autant, la solution ne réside certainement pas dans la criminalisation de la pratique, solution utilisée dans des pays comme le Cambodge. Bien loin d'éradiquer la GPA, elle n'a fait que déplacer la pratique, la rendre illégale et souterraine, laissant les personnes assurant la gestation sans protection en cas d'abus et à la merci d'intermédiaires. La criminalisation de la GPA et sa catégorisa-

tion en tant que « trafic humain » ôtent également toute autonomie aux personnes concernées et les entraînent bien souvent dans un cycle d'incarcération.

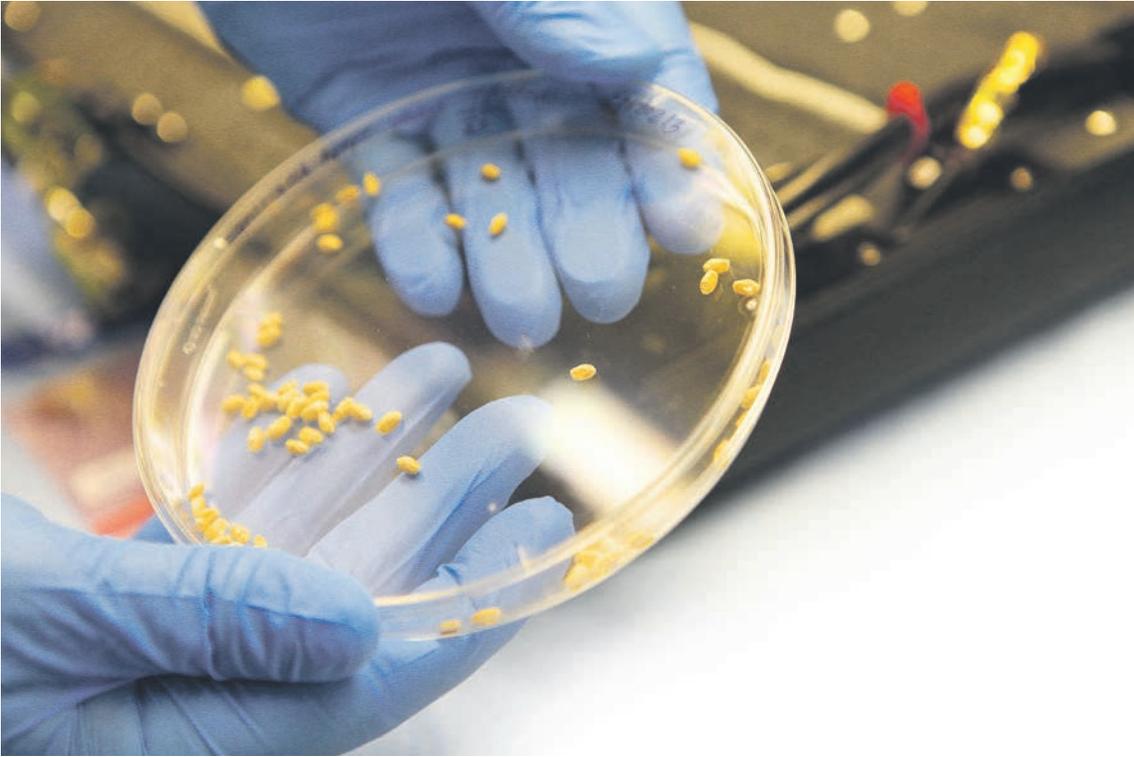
Si la GPA déclenche autant de passions, c'est parce qu'elle touche aux fondements des sociétés bourgeoises : dans ces représentations, la femme, mère avant tout, gardienne de la famille hétéronormative, productrice de la future force de travail exploitable à merci, n'a pas d'activité sexuelle indépendante de la reproduction et ne perçoit pas la maternité hors d'un cadre romantisé et pré-établi. En permettant des formes alternatives de composition familiale et en faisant voler en éclats ces fondements, la GPA remet en question l'utilité même de ces cadres et met en avant l'autonomisation des femmes.

Selon Sophie Lewis, autrice du livre *Full Surrogacy Now*, tout travail dans un système capitalisme contient une part d'exploitation, et le travail reproductif n'échappe pas à cette règle. C'est bien pour cela que tout l'ordre capitaliste doit être renversé afin de laisser libre choix aux personnes d'utiliser leur corps comme elles l'entendent.

Paola Salwan Daher



Katie Knutson



International Néolibéralisme et Covid-19

LA SCIENCE AU RISQUE DU PROFIT

La publication suivie d'un retrait précipité de deux articles sur le Covid-19 dans des revues scientifiques renommées éclaire crûment l'état actuel de la science sous l'empire du néolibéralisme.

The Lancet et The New England Journal of Medicine, deux revues scientifiques médicales de référence, ont dû retirer des articles issus d'un même groupe de chercheurs-euses, basés sur une compilation approximative et floue d'une foule de données d'origine hospitalière. L'un de ces chercheurs, le D^r Sapan Desai, n'en est pas à son coup d'essai dans l'escroquerie informatico-médicale. Ces deux articles n'en ont pas moins passé les garde-fous des comités de lecture, censés empêcher la publication d'articles frauduleux ou douteux. Cet accident industriel est loin d'être un cas isolé. Le site *Retraction Watch*, spécia-

lisé dans l'étude de l'édition scientifique, juge qu'il y a annuellement 1500 articles retirés après publication par les revues. Il s'agit donc d'un élément structurel et pas seulement d'un accident.

La science digérée par le néolibéralisme

L'idée que la science (au sens courant de science expérimentale) et la recherche se sont développées ces deux derniers siècles à l'écart du capitalisme est évidemment absurde. Les capitalistes ont rapidement vu l'intérêt très matériel qu'il y avait à instrumentaliser science et recherche. La renommée de la chimie allemande fut

ainsi étroitement liée à l'industrie de ce pays.

Mais le néolibéralisme est intervenu bien plus profondément dans les structures mêmes chargées de produire science et recherche. Ce fut tout le travail d'un Patrick Aebischer, ancien directeur de l'EPFL, que d'imbriquer étroitement besoins et profits de l'industrie et fonctionnement d'une École d'ingénieurs. Il en fut d'ailleurs fort bien récompensé par une place au conseil d'administration de Nestlé.

Conséquence de la nouvelle puissance économique américaine, le monde entier passa à l'heure des États-Unis : « Depuis plus de trente ans, la mutation qui affecte les valeurs et les pratiques des universités américaines les a progressivement alignées sur les intérêts de l'industrie privée. » (Sheldon Krinsky, *La Recherche face aux intérêts privés*).

Science et recherche devinrent ainsi elles aussi lieu d'investissements privés et mises en demeure de devenir, au moins partiellement, rentables tout en continuant de bénéficier de financement public. On ne peut mieux illustrer ce fonctionnement qu'à l'exemple des publications scientifiques. Celles-ci sont en main de trois principaux éditeurs : Elsevier (qui publie par exemple *The Lancet*), Springer (qui publie entre autres *Nature*) et Wiley. Ce sont des machines à fric. Leur marge avoisine les 30%. Elsevier, qui publie 2500 revues, dégagait en 2018 un

bénéfice d'un milliard d'euros. Et les abonnements sont payés par des fonds publics, comme le plus souvent aussi la recherche à l'origine des articles.

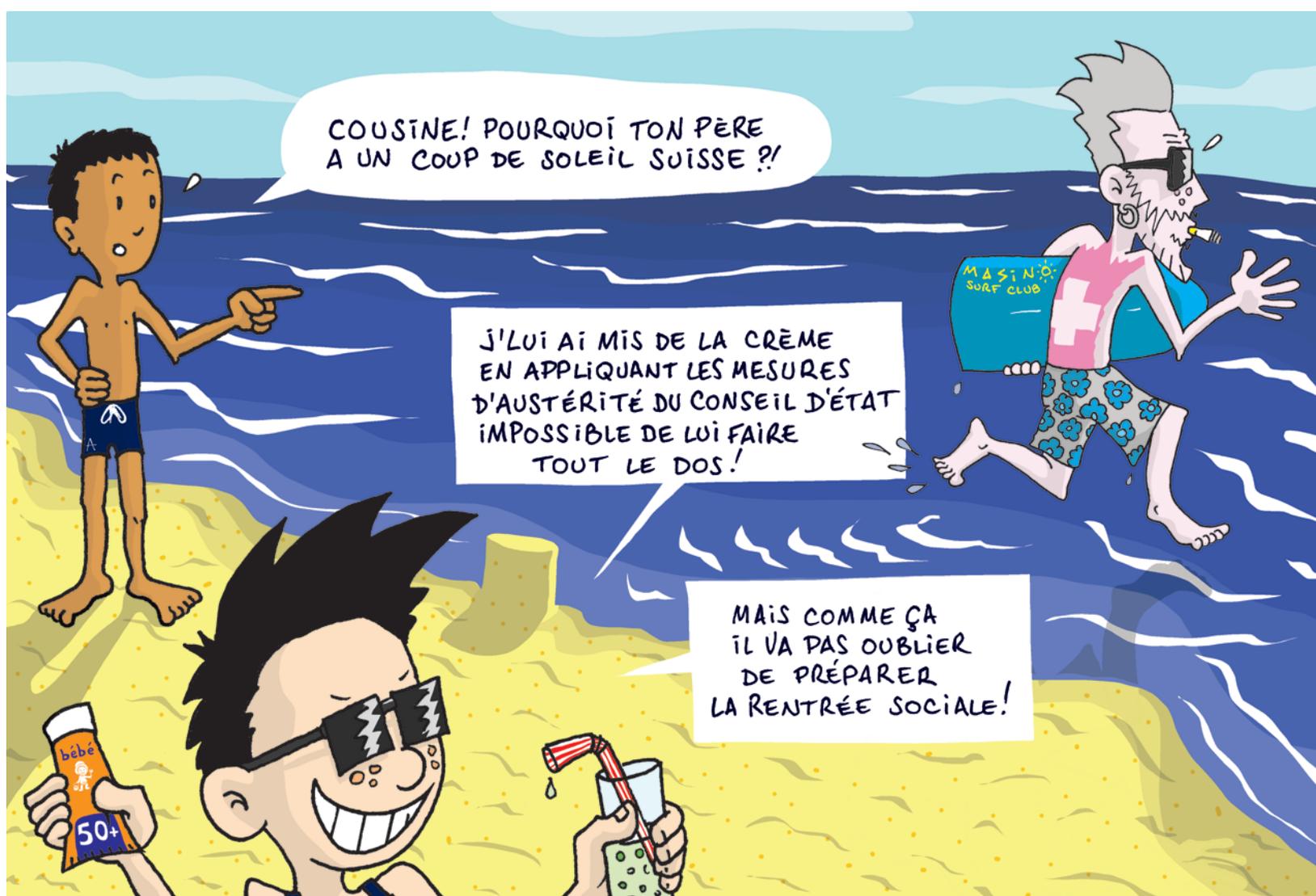
Publier pour exister

Dans la foulée, chercheurs, chercheuses et enseignant-e-s ont aussi été jugé-e-s sur leur productivité. Il fallait publier dans les revues, vite et beaucoup, pour rester en tête de la course. À cette compétitivité peuvent correspondre des subsides publics. Ainsi, en France, il existe un système qui fait qu'une partie du budget des Centres hospitaliers universitaires est directement calculée à partir du nombre de publications de leurs équipes. Le controversé professeur Raoult est un spécialiste de ce genre de course, multipliant les publications et les autocitations.

La crise du Covid-19 a amplifié massivement ce phénomène, faisant sauter nombre de précautions. Plus de 47 000 articles scientifiques sont parus sur le sujet. Avec une énorme pression sur les relecteurs et relectrices : « En ce moment, les éditeurs demandent d'évaluer des articles en quarante-huit heures et harcèlent les relecteurs avec plein de messages. Une fois notre avis rendu, on n'a aucune nouvelle, notamment des auteurs à qui l'on demande des précisions », selon le professeur d'épidémiologie Mahmoud Zureik (*Le Monde*).

Oui, mais c'est pour la bonne cause et dans l'urgence, diront d'incurables optimistes. Sauf que la baisse de la qualité des publications est patente et ne date pas du Covid-19. Non seulement Internet a vu proliférer des milliers de prétendues revues scientifiques en ligne, fort peu scrupuleuses quant à la qualité des textes publiés, mais même les publications traditionnelles sont désormais entrées dans l'ère du doute. Il y a cinq ans déjà, le rédacteur en chef du *Lancet* (hé, oui!) tirait la sonnette d'alarme en expliquant que près de la moitié de la littérature scientifique pourrait être tout simplement fautive. Échantillons réduits, effets infimes, analyses primaires invalides, conflits d'intérêts flagrants, effets de mode, le bilan n'était pas fameux. Et Richard Horton de conclure : « La science a pris le mauvais tournant vers les ténèbres ».

Daniel Süri



solidarités

372
Sommaire

C'est quoi ce journal?

Abonnements

JAA
CH-1211 Genève 2
P.P. / Journal

LAPOSTE

Journal solidarités - Case postale 2089 - 1211 GENEVE 2

- 2 **Agenda**
3000 personnes pour la manifestation antiraciste
- 3 **Le 2^e pilier renforce les inégalités**
- 4 **Avions de combat: 24 milliards pour éventrer la lutte sociale et climatique**
La justice bourgeoise criminalise toujours l'antifascisme
- 5 **Une fiscalité forte contre l'accroissement des inégalités sociales**
La gauche radicale à l'Exécutif de Vevey
- 6 **L'inexistante politique culturelle du canton de Neuchâtel**
Ouvertures dominicales: regagner le terrain perdu
- 7 **XPO Logistics: les travailleuses en grève!**
Maudet se sent exclu: il a raison
- 8 **Livres en lutte pour l'été**
- 10 **Écosocialisme ou effondrement**
- 11 **Grèce 2015: chronique d'une défaite évitable**
- 12 **Poutine jusqu'en 2036?**
Bordeaux en luttés: un exemple à suivre pour la gauche radicale française
- 13 **Liberté, Fraternité, Impunité: le remaniement gouvernemental de la honte**
Le virus de la faim
- 14 **Pour une approche holistique de la GPA**
- 15 **Néolibéralisme et Covid-19: la science au risque du profit**

Vous tenez en main le journal de solidarités, mouvement anticapitaliste, féministe et écosocialiste, présent avant tout aujourd'hui dans les cantons de Genève, Vaud, Fribourg et Neuchâtel. Il joue un rôle indispensable du point de vue de l'information alternative en Suisse romande, afin que soient relayées les expériences de résistance, dans un contexte mondial où les inégalités se creusent.

Du local au national en passant par l'international, notre bimensuel donne des infos et des clés de lecture sur les thématiques qui nous concernent toutes et tous (travail, santé, logement, politique internationale, rapports de genre, économie, écologie, culture...).

C'est une gageure de publier un journal militant qui offre à nos lecteurs et lectrices des points d'appui pour les luttes actuelles et à venir; mais il faut bien penser pour agir! Abonnez-vous!

SOUTENEZ-NOUS, ABONNEZ-VOUS!

- Annuel fr. 80
- Étudiant-e-s, AVS, AI Chômeurs-euses 40
- Soutien 150
- 3 mois à l'essai gratuit!

Vous pouvez vous abonner sur Internet: solidarites.ch/abonnement

Pour vous abonner, modifier votre abonnement, pour tout changement d'adresse ou toute question concernant l'envoi du journal:

→ solidarités
Case Postale 2089
1211 Genève 2
ou abos@solidarites.ch
ou +41 22 740 07 40